

Algérie/Malgré le départ de Bouteflika Ils manifestent pour maintenir la pression

AFP

Alger/Algérie

Pour eux, pas question d'une quelconque implication des anciens fidèles de l'ex-président dans la transition politique.

UNE foule immense a envahi de nouveau le centre d'Alger hier, le premier depuis le départ du président Abdelaziz Bouteflika après plus d'un mois de contestation, pour dire désormais leur refus de toute implication de ses anciens fidèles dans la transition politique.

Confronté à une contestation populaire inédite déclenchée le 22 février, M. Bouteflika, 82 ans et très affaibli depuis un AVC en 2013, a démissionné mardi après 20 ans passés au pouvoir.

Déterminés à se débarrasser du "système", les Algériens sont à nouveau descendus en nombre dans la rue, pour le septième vendredi consécutif.

D'imposants cortèges ont défilé aussi à Oran et Constantine, 2e et 3e villes du pays, ainsi qu'à Batna (300 km au sud-est d'Alger), selon des images de la télévision nationale.

Plusieurs médias privés ont fait état d'une très forte mobilisation à Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira, les principales villes de la région de Kabylie, à l'est d'Alger, mais aussi à Chlef, Sétif, Tlemcen ou M'sila, notamment.

"On ne pardonnera pas !", scandaient notamment les manifestants, en référence à la lettre d'adieu mercredi du chef de l'Etat, dans laquelle il a demandé pardon aux Algériens.



Photo : AFP

Encore des milliers de manifestants dans les rues d'Alger hier...

Arrivé tôt le matin de Boumerdès près d'Alger, Saïd Wafi, 42 ans, employé d'une banque publique, voulait "être le premier manifestant contre le système. Le départ de Bouteflika ne veut rien dire si ses hommes continuent à gérer le pays".

"Bouteflika était très malade, il ne gouvernait pas en réalité et rien ne changera s'il part seul et laisse ses hommes", a renchéri Samir Ouzine, un étudiant de 19 ans.

Avec sa démission, le néologisme "vendredire", inventé par les contestataires et signifiant " manifester joyeusement", a acquis sur les réseaux sociaux, un sens supplémentaire : "faire chuter un régime dictatorial pacifiquement".

APPEL AU DEPART DES "3B" • Dans une vidéo postée sur internet, l'avocat Mustapha Bouchachi, une des voix de la contestation, a appelé les Algériens à faire de vendredi "un grand jour". "La démission du président ne signifie pas qu'on a eu réellement gain de cause".

Les protestataires appellent au départ des "3B", Abdelkader Bensalah, Tayeb

Belaiz et Noureddine Bedoui, trois hommes-clés de l'appareil mis en place par M. Bouteflika et à qui la Constitution confie les rênes du processus d'intérim.

Président depuis plus de 16 ans du Conseil de la Nation (chambre haute) par la grâce de M. Bouteflika, M. Bensalah est chargé par la Constitution de le remplacer pour trois mois à la tête de l'Etat, le temps d'élire un successeur lors d'une présidentielle.

Tayeb Belaiz, qui fut durant ces 16 ans ministre, préside – pour la deuxième fois de sa carrière – le Conseil constitutionnel, chargé de contrôler la régularité du scrutin.

Le Premier ministre Noureddine Bedoui était jusqu'à sa nomination le 11 mars le très zélé ministre de l'Intérieur et aux yeux des manifestants l'"ingénieur en chef de la fraude électorale et ennemi des libertés", comme l'a qualifié le quotidien francophone El Watan.

"S'en tenir à la Constitution", et confier l'intérim et l'organisation des élections à des hommes incarnant le système, "va probablement



Photo : AFP

... dans leur collimateur, les "3B" (Belaiz-Bedoui-Bensalah, de gauche à droite), trois hommes-clés de l'appareil mis en place par Bouteflika et à qui la Constitution confie les rênes du processus d'intérim.

susciter pas mal de protestations, les contestataires doutant que les élections soient équitables (...) et libres", estime Isabelle Werenfels, chercheuse associée à l'Institut allemand pour les Affaires internationales et de Sécurité.

A la place, les manifestants appellent à la mise sur pied d'institutions de transition à même d'engager des réformes et d'organiser des élections libres.

"L'ARMÉE ET LE PEUPLE SONT FRÈRES" • "L'après Bouteflika n'est pas clair. La rue et les partis" d'opposition "appellent à une nouvelle Constitution, une nouvelle loi électorale", souligne Hamza Meddeb, chercheur sur le Moyen-Orient à l'Institut universitaire européen de Florence. L'Algérie entre dans "la phase la plus délicate (...)".

Grand vainqueur de son bras de fer avec l'entourage de M. Bouteflika, qu'il a contraint in fine à quitter le pouvoir, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, apparaît comme l'homme fort du pays actuellement.

Mais, souligne Hasni Abidi,

directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève, "la rue est devenue le nouvel acteur dans la vie politique algérienne" et "on ne connaît pas grand-chose des intentions de l'armée concernant la gestion de l'après-Bouteflika".

D'autant que le général Gaïd Salah est lui aussi largement perçu par les manifestants comme un homme du "système" Bouteflika qu'il avait fidèlement servi depuis sa nomination à la tête de l'armée en 2004.

"L'armée et le peuple sont frères", ont scandé les manifestants hier à Alger.

"Nous voulons recouvrer notre liberté, notre souveraineté. (...) J'espère vivre assez longtemps pour vivre la démocratie dans mon pays", confie Saïd Zeroual, 75 ans, les larmes aux yeux. Cet espoir a, pour l'heure, fait renoncer Zoubir Challal à tenter, comme de nombreux Algériens, de traverser la Méditerranée à la recherche d'un avenir meilleur. La pancarte que portait ce chômeur de 28 ans disait : "Pour la première fois, je n'ai pas envie de te quitter mon pays".

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit.** L'émissaire américain veut rassurer

L'émissaire américain chargé de faciliter un accord de paix avec les talibans est arrivé hier au Pakistan après avoir tenté cinq jours durant à Kaboul de rassurer les Afghans sur leur future participation aux négociations.

• **Etats-Unis/Diplomatie.** Khashoggi : Pompeo privé d'un prix prestigieux



Photo : AFP/L'Union

La Fondation James Foley, du nom d'un journaliste américain tué par le groupe Etat islamique, a décidé à la dernière minute de ne pas décerner un prestigieux prix au secrétaire d'Etat Mike Pompeo, invoquant l'attitude de Washington face au meurtre de Jamal Khashoggi.

• **Nicaragua/Politique.** 50 opposants supplémentaires libérés

Le gouvernement nicaraguayen a annoncé hier la libération de 50 opposants qui avaient participé à des manifestations contre le président Daniel Ortega, deux jours après la fin de pourparlers avec l'opposition pour tenter de sortir le pays de la crise politique.

• **Royaume-Uni/Diplomatie.** Brexit : May demande un report au 30 juin

La Première ministre Theresa May a demandé hier un report du Brexit jusqu'au 30 juin pour tenter de surmonter la crise politique au Royaume-Uni, le président du Conseil européen Donald Tusk suggérant de son côté un report "flexible" d'un an maximum.

• **Russie/Politique.** Pauvreté : le Kremlin relativise

Le Kremlin a minimisé hier une étude officielle détaillant de manière très concrète l'étendue de la pauvreté en Russie, relevant par exemple qu'un tiers de familles n'a pas les moyens d'acheter des nouvelles chaussures chaque année.

• **Turquie/Municipales.** Recotage : Erdogan se plaint d'ingérence

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé hier l'Europe et les Etats-Unis d'"intervenir" dans les affaires de la Turquie, après leurs commentaires sur les élections municipales de dimanche, qui mettent son parti en danger de perdre Istanbul et Ankara.

Mali/Violences

Manifestation à Bamako à l'appel de chefs religieux et d'associations

AFP

Bamako/Mali

PLUS de 10 000 personnes ont manifesté hier à Bamako à l'appel de chefs religieux musulmans, d'associations peules, de l'opposition et de la société civile pour dénoncer les violences dans le centre du Mali et l'action du président Ibrahim Boubacar Keïta, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La semaine dernière, les associations peules avaient annoncé puis reporté à deux reprises une manifestation à Bamako pour condamner la tuerie le 23 mars de quelque 160 habitants du village peul d'Ogossagou par des membres présumés de groupes

de chasseurs dogons affirmant lutter contre les jihadistes.

Les manifestants, au nombre de 15 000 selon les organisateurs, de 10 000 selon la police, ont d'abord participé la prière du vendredi sur l'esplanade de la Bourse du travail.

Répondant à l'appel de l'influent président du Haut conseil islamique du Mali (HCIM), l'imam Mahmoud Dicko, et du chérif de Nioro du Sahel (nord-ouest), chérif Bouyé Haïdara, un dirigeant religieux musulman très respecté, ils ont ensuite rallié la place de l'Indépendance, lieu traditionnel de rassemblement dans le centre de la capitale.

Des responsables de l'opposition, de syndicats d'enseignants et de cheminots – en grève depuis des mois

–, des représentants de la principale association peule du Mali, Tabital Pulaaku, d'association de la société civile et de parents d'élèves étaient également présents, selon un correspondant de l'AFP.

Des manifestants, dont des femmes voilées de noir, scandaient des slogans ou portaient des pancartes hostiles au président Ibrahim Boubacar Keïta, dit "IBK", tels que "IBK dégage".

"Ce régime nous a fatigués, nos enfants, nos maris et nos parents meurent à cause de la mauvaise gestion d'IBK et de son clan. Trop c'est trop, on ne peut plus continuer avec ce régime, IBK dégage", a déclaré à l'AFP au sein du cortège une veuve de militaire, Mariam Fomba.

"Comme un seul homme le



Photo : AFP

Ils étaient entre 10 000 et 15 000 hier dans les rues de Bamako pour dire non à la violence.

peuple malien est sorti pour dire non à la violence et non au nettoyage ethnique", s'est félicitée dans un communiqué, l'association Kisal, qui défend les droits des populations pastorales. A Nioro, le chérif Bouyé Haïdara a participé à une manifestation similaire.

"Nous nous sommes rassemblés pour les morts d'Ogossagou, contre la mauvaise gestion du pays par IBK et son Premier ministre incompétent" Soumeylou Boubèye Maïga, a déclaré son fils, Moulaye Oumar, joint par téléphone par l'AFP.